



Extraits de l'exposé de Walo Hutmacher (Université de Genève)

(L'exposé intégral ainsi que les diapositives correspondantes sont disponibles en format pdf sur le site SER à l'adresse: <http://www.le-ser.ch/page.php?id=87>)

PISA: le projet, ses premiers résultats et quelques éclairages analytiques

PISA: de quoi s'agit-il?

PISA se place dans le contexte de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), qui réunit les pays industrialisés et démocratiques, qui sont aussi les pays riches et puissants de la planète. Tous les pays européens en font partie, y compris la Suisse.

Malgré ou à cause de son orientation très économique, l'OCDE s'est occupée d'éducation et de politique éducative dès les années 60. C'est à ce moment-là qu'elle a forgé le concept de «capital humain», devenu célèbre entre temps. C'est l'OCDE aussi qui a le plus contribué à accréditer l'idée aujourd'hui courante que les ressources consacrées à l'éducation et à la formation ne sont pas assimilables à des dépenses sociales, mais représentent un investissement essentiel dans l'avenir des sociétés. (...)

Le premier but des indicateurs des systèmes d'enseignement et de PISA, c'est d'informer le débat sur l'école et l'éducation en lui donnant une base de connaissances plus solide, scientifiquement mieux fondée. L'approche est quantitative, statistique, comme en épidémiologie ou en météorologie par exemple. Dans le domaine éducatif il y a certes beaucoup de choses qui ne peuvent pas se quantifier, mais qui oseraient contester que l'éducation touche des populations de plus en plus étendues et diverses et que les phénomènes y sont davantage de l'ordre de la probabilité que de la mécanique? C'est ce que traduit une statistique. (...)

PISA s'étend sur 10 ans, en trois cycles, ayant chacun un accent thématique fort: en 2000 l'accent était sur la lecture, en 2003 il sera sur les mathématiques, en 2006 sur les sciences. De plus, chaque cycle aborde un domaine de compétences transversales différent.

J'en viens donc au premier cycle. L'enquête a eu lieu dans les écoles au printemps 2000.

Le terme «littératie» a été admis par l'usage français, mais le concept vient de l'anglais. Il recouvre des compétences et des connaissances mobilisables en situation pratique et suppose donc chez les jeunes cette «appropriation» qui donne une familiarité suffisante dans un domaine pour pouvoir agir. Pour la mathématique et la science, on a d'ailleurs traduit l'anglais «literacy» par «culture» mathématique et scientifique.

Concrètement, le but de PISA est de refléter la réparti-

tion des jeunes sur un continuum de compétences qui va du niveau le plus faible au plus fort. On veut ensuite comparer les répartitions entre collectivités socio-politiques et aussi entre divers groupes et catégories de jeunes caractérisés par des situations différentes (garçons et filles, immigrés et autochtones, catégories socio-économiques et socio-culturelles, etc.). (...)

Considérant la richesse des données, la complexité des systèmes éducatifs et des comparaisons internationales et intercantionales, c'est évidemment une gageure de parler en 40 minutes d'une entreprise qui a déjà donné lieu à des centaines de pages de publications de l'OCDE, de l'OFS, du Consortium romand des centres de recherche et d'autres encore. Je serai nécessairement partiel et aussi... provisoire, car l'analyse de cette mine de données est loin d'être achevée et, avec beaucoup d'autres, je suis encore en train de travailler sur ces données et leur interprétation.

tion des jeunes sur un continuum de compétences qui va du niveau le plus faible au plus fort. On veut ensuite comparer les répartitions entre collectivités socio-politiques et aussi entre divers groupes et catégories de jeunes caractérisés par des situations différentes (garçons et filles, immigrés et autochtones, catégories socio-économiques et socio-culturelles, etc.). (...)

A noter quelques grands absents significatifs: en particulier l'Afrique, le Proche-Orient, le monde musulman.

Mais, que dans autant de pays, en quelques années seulement, les gouvernements aient trouvé la légitimité nécessaire pour agir de concert dans une telle entreprise et consentir les ressources nécessaires à une évaluation internationale – comparative et formative – des effets et des résultats de leurs systèmes d'enseignement au niveau de la scolarité obligatoire, est en soi une nouveauté, un fait significatif. J'y vois un signe de plus du changement des politiques éducatives qui est en cours. Ces politiques s'inscrivent assez réalistement dans la perspective de la compétition internationale en matière de connaissances et de compétences socialement et économiquement utiles. PISA participe à sa manière d'une transition de nos pays vers une économie ...

PISA 2000

- Premier cycle, enquête au printemps 2000: centration sur les compétences lectrices (literacy, "littératie").
- 250.000 jeunes interrogés dans 27 pays membres de l'OCDE + 4 pays non-membres (Fédération de Russie, Brésil, Lettonie, Liechtenstein).
- plus de 13'000 jeunes en Suisse.
- Les résultats internationaux sont représentatifs des compétences des jeunes de 15 ans (indépendamment de leur niveau et type de scolarisation).

et une société de la connaissance. Il témoigne aussi d'une bascule des politiques éducatives qui s'observe dans tous les pays. Les systèmes éducatifs ont été longtemps pilotés par les entrants (inputs). Or, depuis une quinzaine d'années, on observe une centration accrue sur les résultats en termes d'apprentissage (outputs) et sur leurs conséquences pour les individus et pour la société.

Le but de PISA n'est pas de mettre l'école en procès, mais ici ou là ce pourrait bien être un de ses effets.

Vous avez dit compétences?

Revenons au plan conceptuel. PISA a sa propre approche des compétences lectrices (littératie):

- Elle est axée sur le savoir-faire: savoir saisir des informations dans un texte, les comprendre, les interpréter, les mettre en relation avec d'autres au sein du texte ou avec des éléments externes.

- PISA se centre sur des compétences nécessaires dans la vie sociale et civique et dans le travail, après et en dehors de l'école (option forte). Les tâches proposées aux jeunes de 15 ans ne sont donc pas directement liées à un curriculum ou un plan d'études, mais relèvent de situations courantes de la vie.

- Les compétences ne sont pas observables directement, mais induites à partir de performances en situation.

- Les élèves ont travaillé sur des textes très divers, plus ou moins complexes et spécialisés, continus (narrations, exposés, argumentations, etc.) ou discontinus (diagrammes, graphiques, tableaux, formulaires, etc.).

- Les compétences se mesurent sur un continuum, du niveau le plus faible jusqu'au niveau le plus fort. Personne n'est considéré comme incompetent.

PISA distingue 5 Niveaux de compétence lectrice
Vous avez ces définitions dans le dossier préparé par «l'Éducateur».

Il s'ajoutera en fait un niveau 0 pour les personnes dont les compétences se situent en dessous du niveau 1.

Premiers résultats

La Suisse et les cantons romands en perspective internationale (voir le dossier de préparation publié dans l'Éducateur)

(...) Il serait évidemment réducteur de ne lire ce graphique que comme un palmarès des pays, régions et cantons.

Pour comprendre les différences, il importe au contraire de considérer chaque collectivité comme une configuration spécifique d'un système d'enseignement qui a son histoire et qui interagit avec un contexte socio-économique, politique et culturel particulier.

L'ordre hiérarchique entre ces configurations facilite cependant l'accès aux données et introduit une

première clé de lecture. On notera ainsi que...

- Une majorité des jeunes de la plupart des pays et cantons se situent entre les niveaux 2 et 4 (CH: 69%)

- Une minorité ± forte de jeunes sont de très bons lecteurs (niv. 5, vert foncé):

- presque 20% en Finlande, Canada, Nouvelle-Zélande,

Un niveau moyen élevé n'est donc pas incompatible avec une formation de pointe pour un grand nombre.

- autour de 5% en Espagne, Italie, Liechtenstein, Hongrie, Pologne, Grèce, Portugal, Russie, Lettonie, Luxembourg,

- en Suisse: 9%, 3-6% dans les cantons romands.

- Une minorité ± forte des jeunes sont de mauvais lecteurs (niv. 1 ou au-dessous) = **groupe à risque**.

- ± 10% dans le peloton de tête des pays

- ± 20% dans le peloton du milieu (Suisse: 20%)

- > 20% dans les pays les moins performants

- 5-6% en VS et FR, 13% dans les cantons de VD et JU et en CH rom., 21% à GE.

Dans tous les pays,

- la dispersion des résultats est très grande (il y a d'énormes disparités de compétence entre les 5% les forts et les 5% les plus faibles);

- les filles sont nettement plus compétentes en lecture que les garçons dans tous les pays. Cette donnée universelle nous interpelle, ... peut-être trop peu;

- L'inverse est vrai dans le domaine des mathématiques et des sciences, mais les différences entre garçons et filles sont beaucoup moins accusées.

Résultat:

- les filles se trouvent moins souvent dans le groupe à risque que les garçons, que ce soit en lecture, en math. ou en sciences

- et elles sont plus souvent très bonnes lectrices (niv.5).

Quatre éclairages analytiques (exploratoires)

Je voulais au moins signaler ce facteur assez intrigant que sont les différences entre genres avant de passer au chapitre des explications.

Pour qui veut comprendre les différences entre les pays, rien n'est simple. Déjà le rapport de l'OCDE montre qu'il n'existe pas un facteur ni un petit nombre pour rendre compte des différences entre les pays et cantons et en leur sein. Moi aussi, je suis réduit à un certain tâtonnement et ne peux présenter ici que quelques éclairages analytiques encore assez exploratoires. Je prendrai successivement quatre points de vue en restant dans une perspective internationale parce que les données correspondantes ne sont pas encore disponibles pour les cantons suisses.

- Le rôle des migrations

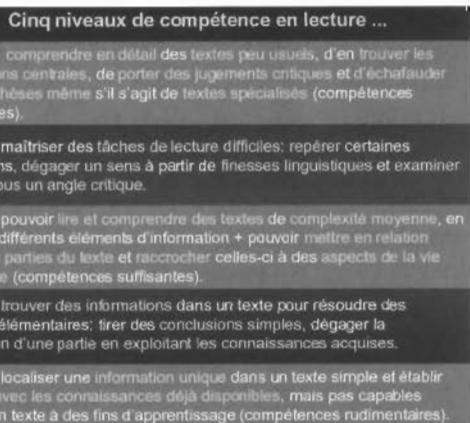
- La question des ressources engagées

- L'influence du statut socio-économique

- Variations entre écoles et dans les écoles

Les migrations

On en parle beaucoup, et pas sans raison, même s'il faut souligner d'entrée qu'à travers tous les pays, à l'exception du Luxembourg, les autochtones repré-





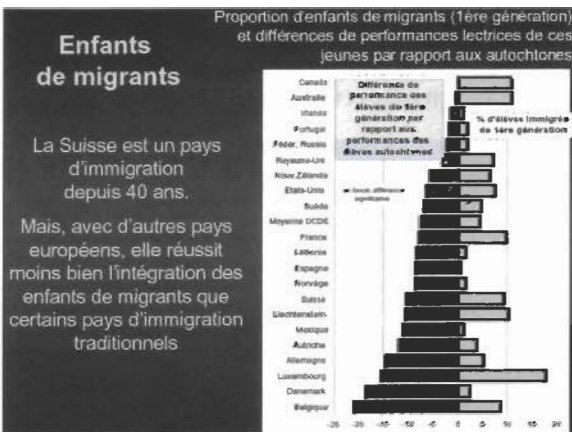
sentent au minimum 80% des jeunes de 15 ans. C'est le cas en Suisse.

Distinguons trois profils de migration:

- **Autochtones:** Jeunes nés dans le pays de l'évaluation dont au moins un des parents est né dans ce pays.
- **1re génération:** Jeunes nés dans le pays de l'évaluation dont les deux parents sont nés à l'étranger.
- **Allochtones:** Jeunes nés à l'étranger dont les parents sont également nés à l'étranger.

Comme on s'y attendait, les autochtones sont en général meilleurs lecteurs que les jeunes de première génération qui, à leur tour, sont meilleurs que les jeunes allochtones. (...)

Voyons donc du côté de la première génération qui est la véritable pierre de touche du point de vue de la capacité d'intégration des sociétés et de leurs écoles. Ce graphique compare un choix de pays sur deux dimensions:



- Sur le côté droit, il indique la part que représentent les jeunes de 1ère génération selon les pays. Avec près de 10% des jeunes appartenant à la première génération, la Suisse apparaît comme un pays d'immigration, en compagnie de la Suède, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni, mais aussi du Canada, de l'Australie.

- Sur le côté gauche on voit les différences (en moins) du niveau moyen de performance des jeunes étrangers nés dans le pays, exprimées en% de celles des jeunes autochtones. La Suisse et la plupart des pays européens diffèrent sensiblement sous cet angle de l'Australie et du Canada.

Questions: Les pays européens et la Suisse ont-ils une immigration différente de celle des pays qui ont une longue tradition d'immigration? Qu'est-ce que nous pouvons apprendre de ces derniers?

Niveau moyen des compétences et dépenses par élève

Les différences de performance entre pays sont-elles liées aux différences de ressources investies dans l'éducation? (...)

Le volume des dépenses par élève varie au moins du simple au triple entre les pays et ces différences traduisent pour une part les écarts de richesse entre eux.

La droite de tendance dit que, en moyenne, plus les pays dépensent, meilleures sont leurs performances.

Toutefois, de nombreux pays se situent assez loin de la droite de tendance. En Finlande, Australie ou au Royaume-Uni par exemple les compétences lectorales des jeunes sont nettement supérieures à ce que laisserait supposer leur niveau de dépenses, tandis que les jeunes Américains, Italiens ou Danois font nettement moins bien que ne le laisseraient supposer les dépenses. Les jeunes Suisses aussi, dans une moindre mesure. En d'autres termes: les ressources, ça compte, mais ça ne suffit pas.



Walo Hutmacher, sociologue

L'influence du statut socio-économique

(...) On peut situer chaque jeune dans un espace à deux dimensions selon son niveau de compétence lectrice et un indice de condition sociale.

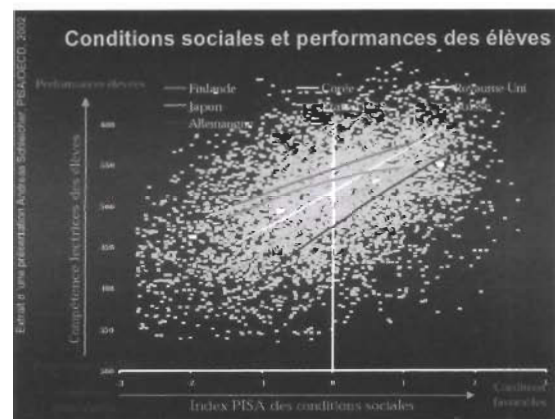
- Ce nuage de points représente l'ensemble des jeunes testés dans les pays de l'OCDE
- Et on trouve de tout: des jeunes issus de conditions défavorables qui réussissent bien et l'inverse
- Mais le nuage est nettement orienté: plus les conditions sociales sont favorables, meilleure est la performance; c'est ce qu'exprime la droite de tendance. Elle traduit l'augmentation ou la diminution moyenne du nombre de points de performance lectrice qui correspond à une variation d'une unité de l'indice de condition sociale.

- L'influence du statut socio-économique est forte, même si elle n'est pas mécanique. (...)

Un classement général des pays selon le niveau de compétence lectrice et le gradient (la pente) d'inégalité sociale devant l'acquisition de ces compétences montre que:

- Les pays les plus performants sont aussi ceux qui assurent le mieux l'égalité des chances d'acquérir de bonnes compétences lectorales (en haut à gauche: Finlande, Suède, Canada par exemple).
- L'idée reçue que la démocratisation des études correspondrait à une médiocrisation ne correspond en tout cas pas à l'expérience de ces pays.
- Malgré (ou à cause de) sa performance médiocre, la Suisse figure parmi les pays les plus inégalitaires, avec la France, les Etats-Unis, le Luxembourg et l'Allemagne entre autres.

La leçon qu'il faut en tirer, c'est qu'un niveau de performance élevé est compatible avec une plus grande égalité et qu'en assurant de meilleures chances aux plus défavorisés, on élève en même temps le niveau moyen. Pour cela, il faudra sans doute (ici comme dans ...



d'autres pays), sortir toute l'école obligatoire de l'alternative entre réussite et échec. Et admettre que le but n'y est pas, n'y est plus comme à la fin du 19^e siècle, de sélectionner les meilleurs, mais de faire acquérir à tous les jeunes un socle minimal de compétences de base. En Suisse, cela réussit actuellement à 80% pour ce qui est de la lecture. On doit pouvoir faire mieux. (...)

Variations entre écoles et dans les écoles

Avec des procédures statistiques appropriées on peut distinguer l'impact des conditions sociales selon

- qu'il résulte des conditions sociales individuelles des élèves ou
- de la composition sociale des effectifs de l'école qu'ils fréquentent.

C'est toute la problématique de l'homogénéité/hétérogénéité des écoles en termes de conditions sociales et de niveau de performance qui est ainsi posée. (...)

Soyons clairs: les inégalités sociales existent, l'école doit faire avec. Elle peut agir sur les inégalités de conditions individuelles, en particulier au niveau de la différenciation des pratiques pédagogiques et des prises en charge des élèves. Mais dans notre pays, l'impact le plus fort des conditions sociales résulte du groupement des élèves de même condition sociale. Toutes choses égales par ailleurs, les jeunes Suisses pourraient gagner jusqu'à 60 points de compétences lectrices moyennes si la ségrégation sociale de leurs écoles était réduite d'un écart type. Il y a là un potentiel de gain non négligeable.

A l'école obligatoire, la ségrégation scolaire est certes pour une part liée à la structure sociale des zones d'habitation. C'est un facteur politiquement peu malléable, quoique la politique urbaine et la politique du logement peuvent favoriser plus ou moins la mixité sociale des quartiers dans nos agglomérations. Il faut y penser.

Mais pour une part non négligeable, la ségrégation sociale des écoles tient aux structures scolaires. La sélection scolaire est en fait sociale. Chacun sait qu'à la faveur de la sélection, les jeunes issus de milieux favorisés se retrouvent plus souvent ensemble dans les écoles, les sections et les classes de type à exigences élevées, tandis que ceux qui sont issus de milieux défavorisés sont regroupés dans des écoles à faibles exigences.

On sait aussi par ailleurs, par d'autres recherches, que l'hétérogénéité des écoles et des classes profite aux plus faibles sans nuire aux plus forts. Les pays nordiques – qui, soit dit en passant, ont beaucoup développé la recherche en éducation dès les années 1960 – en ont tiré des conséquences depuis un quart de siècle en choisissant entre autres mesures un modèle d'école unique, intégrée, pour l'ensemble de la scolarité obligatoire.

Dans notre pays, les mesures de rationalisation ont récemment conduit dans certains cantons à l'intégration administrative de la scolarité obligatoire, mais pas pour autant à l'intégration des écoles. Il ne faut cependant pas faire de la réforme de structure une panacée. Tant d'autres facteurs entrent en jeu. Mais nous en avons un là qui est politiquement malléable et dont la discussion devrait faire partie d'une offensive plus générale de revalorisation et de reconception de l'école obligatoire dans son ensemble. C'est celle où, rappelons-le, se construit le

socle des compétences fondamentales utiles tout au long de la vie et dans tous les domaines de vie, y compris pour apprendre tout au long de la vie.

Conclusions

PISA est une mine d'informations, mais ce n'est évidemment pas la bible. Le risque est certainement aussi que ce soit une auberge espagnole où chacun trouve la confirmation de ce qu'il pense déjà.

Mais PISA ouvre l'horizon, change de point de vue par rapport à ce qui importe à l'école et c'est une bonne base de connaissance pour un débat informé sur l'école. PISA nous présente un miroir – peu complaisant – et remet en question quelques-unes des croyances les mieux assises dans nos représentations de l'école et de l'institution scolaire. Enfin, et peut-être surtout, PISA nous oblige à voir grand, à dépasser les querelles de chapelle et les enjeux partisans enfermés dans les territoires cantonaux.

Il n'y a pas de bonne école dans l'absolu, il nous faut sortir de la logique de l'école parfaite et adopter résolument celle de l'école perfectible. Et pour cela nous avons besoin de critères et de repères dans le temps et dans l'espace. PISA en offre et en offrira à l'avenir.

5 conclusions (à discuter et compléter)

- É PISA montre ce qui est possible, ailleurs et chez nous.
- É Migrations: apprendre des autres pays d'immigration.
- É Il faut des ressources, mais cela ne suffit pas.
- É L'égalité des chances n'est pas incompatible avec un niveau général élevé de performance, bien au contraire.
- É La ségrégation des élèves par niveaux de compétences affaiblit les performances des plus faibles sans améliorer celles des meilleurs, ni augmenter leur part.

La réflexion est engagée dans la plupart des pays participants. Tous voudront améliorer leur position à l'avenir. La question qui se pose aux politiques éducatives dans tous les pays: Où voulons-nous en être dans dix ans?

Ce n'est pas une question de place dans le palmarès international d'abord, même si évidemment chacun souhaite être mieux placé. Mais c'est la question du niveau et de la disparité des niveaux de compétences que nous visons pour nos jeunes dans dix ans.

Et ce sera en fin de compte une question de mobilisation autour d'un objectif clair et concret. Cet objectif pourrait être, pourquoi pas:

Dans dix ans, en Suisse romande:

- 20% des jeunes quitteront l'école obligatoire avec d'excellentes compétences fondamentales (niveau 5)
- et seulement 5% la quitteront avec de faibles niveaux de compétences (inférieur à 2).

L'exemple de la Finlande et d'autres pays montre que c'est possible. Pourquoi ne pas se donner ce but ambitieux et concret? Cela représenterait un défi stimulant lancé à tous les acteurs concernés, dans les écoles, dans les administrations, dans leur environnement et dans la politique de l'éducation.